



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 5 octobre 2026

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

M. Olivier BOGILLOT, ancien collaborateur de M. Nicolas SARKOZY à l'Elysée, précédemment directeur général, Médecine Générale Etats-Unis chez Sanofi, est nommé directeur des affaires publiques Europe & International du groupe et président de Sanofi France

M. Romain BROCHARD, ancien directeur général adjoint de l'Agence régionale de santé (ARS) Guyane, dirigera le cabinet de la Ville de Vernon et de Seine Normandie Agglomération

M. Philippe MOUILLER, sénateur (LR) des Deux-Sèvres, réélu président de la commission des Affaires sociales, dont le rapporteur général sera M. Olivier HENNO, sénateur (UCI) du Nord

M. Dominique PON, jusqu'ici directeur général de La Poste Santé & Autonomie, va devenir directeur général du Leem

M. Axel MAYBON, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé directeur général adjoint de l'Agence régionale de santé de Bretagne

M. Nicolas DURAND, inspecteur général des affaires sociales, ancien collaborateur de Mme Marie-Arlette CARLOTTI, a été nommé président du comité des pairs "Transformation publique" et membre du Comex de l'Inspection générale des affaires sociales

EN RÉSUMÉ

Les 10 propositions du Leem (Les entreprises du médicament) pour l'élection présidentielle

Le Leem a adressé une feuille de route aux candidats à la présidentielle de 2027 pour placer la santé au cœur des choix politiques. Dix propositions s'articulent autour de trois priorités : modernisation des politiques sanitaires, souveraineté industrielle et financement pérenne, pour garantir "zéro perte de chance" aux patients.

Drees / médecins :

La France pourrait compter 30 % de médecins de plus en 2040 qu'aujourd'hui (soit autour de 351 300 internes et médecins en activité de moins de 70 ans), et 75 % de plus à l'horizon 2060 (464 200), selon une projection de la Drees prenant notamment comme hypothèse que, comme aujourd'hui, environ 12 200 étudiants continueront d'entrer chaque année en deuxième année de médecine, et que 2500 médecins à diplôme hors UE sont intégrés chaque année dans le système de soin. Autour de ce scénario tendanciel, la Drees étudie quelques variantes : les effectifs en 2060 ne seraient que de 400 800 si aucun médecin à diplôme hors UE n'est intégré, soit une hausse d'un peu plus de 50 % sur les effectifs d'aujourd'hui l'effectif serait à peine plus élevé (401 800) si le nombre d'étudiants en deuxième année de médecine redescendait à 9200 en 2031 mais doublerait à 527 700, si le nombre d'étudiants de deuxième année augmentait à 15 200 en 2031.